



**HAL**  
open science

**Penser le “dépassement de la gauche et de la droite.”  
Genèse et fonctionnement de l’espace de théorisation de  
la “troisième voie” britannique**

Jérôme Tournadre

► **To cite this version:**

Jérôme Tournadre. Penser le “dépassement de la gauche et de la droite.” Genèse et fonctionnement de l’espace de théorisation de la “troisième voie” britannique . Jacques Le Bohec et Christophe Le Digol. Gauche/droite. Genèse d’un clivage politique , Presses Universitaires de France, 2012, 2130606601. halshs-01573829

**HAL Id: halshs-01573829**

**<https://shs.hal.science/halshs-01573829>**

Submitted on 10 Aug 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# CHAPITRE 10

***PENSER LE « DEPASSEMENT DE LA GAUCHE ET DE LA DROITE »  
GENESE ET FONCTIONNEMENT DE L'ESPACE DE THEORISATION  
DE LA « TROISIEME VOIE » BRITANNIQUE***

***Jérôme TOURNADRE***

*« Les débats politiques du XX<sup>e</sup> siècle – ce vaste champ de bataille entre la gauche et la droite – sont terminés. Leurs échos demeurent mais ils trompent tout autant qu'ils illusionnent. » Tony Blair<sup>1</sup>*

Les pages qui suivent tirent leur origine d'une simple observation : à partir du milieu des années 1990, dans les pages de quotidiens ou d'hebdomadaires, dans des revues intellectuelles ou au cours de journées d'études organisées par des *think tanks* ou des centres de recherche universitaires, se sont en effet multipliées les initiatives prétendant fournir des fondations théoriques au projet politique de la « gauche de gouvernement » britannique. Leurs manifestations et les formes qu'elles ont prises ont été données à voir comme autant d'éléments d'un « débat » sur la Troisième Voie (*The Third Way*), cette philosophie publique<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Tony Blair, « Doctrine of the International Community », *Discours à the Economic Club*, Chicago, 24 Avril 1999.

<sup>2</sup> Je reprends ici la distinction établie par Margaret Weir entre les philosophies publiques et les idées programmatiques. Les premières s'incarnent dans des « concepts larges », rattachables à des valeurs et des principes moraux et pouvant être représentés dans le débat public par le biais de symboles ou de la rhétorique.

autour de laquelle s'est en grande partie construit le discours des principaux groupes dirigeants du *Labour* durant la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle.

L'un des objectifs de ce chapitre sera d'appréhender cette expérience de mobilisation et de théorisation d'un « dépassement de la gauche et de la droite »<sup>3</sup> en saisissant la multiplicité des acteurs impliqués, des ressources engagées et des logiques à l'œuvre. Tous, on va le voir, s'inscrivent en effet dans un système de positions et de prises de position relativement stabilisé : *l'espace de théorisation de la Troisième Voie*. Ce dernier est parcouru par un écheveau de réseaux s'appuyant sur des relations sociales souvent denses (coopération, rivalité, échange, querelle intellectuelle et/ou politique, interconnaissance, reconnaissance). Il recouvre - et met par conséquent en rapport - différentes zones de différents secteurs de la société, qu'il s'agisse des mondes intellectuel, politique, journalistique ou de celui de l'expertise. Le tracé de ses frontières est, pour une part, lié à la reconnaissance indirecte que lui ont accordé analystes, journalistes ou opposants politiques désireux d'identifier et de désigner les « *Blair's gurus* »<sup>4</sup>, les « *think tanks* de la Troisième Voie » ou cette « maison intellectuelle de la Troisième Voie » qu'aurait été la London School of Economics sous la présidence de Anthony Giddens. Mais il s'appuie également sur une série d'actes opérés par ceux qui ont revendiqué et/ou se sont vus attribuer le statut de « *thirdwayer* »<sup>5</sup>. Citations croisées, remerciement et autres signes de reconnaissance mutuelle parcourant essais,

---

Les secondes s'expriment quant à elles dans un langage plus technique ou professionnel, propre à l'expert. Si, selon Weir, ces deux catégories peuvent parfois se solidariser, leurs propriétés demeurent cependant distinctes : les philosophies publiques peuvent certes tenir un rôle central dans l'organisation de la politique mais leur impact sur la *policy* s'avère généralement limité si aucun lien n'est établi avec des idées programmatiques. Dans le cas présent, il arrive que ces deux catégories se côtoient. C'est le cas lorsque la Troisième Voie fournit leur argumentaire à ces préconisations qui, dans le cadre des réformes de services publics ou dans celui de politiques de l'emploi, entre autres, sont avancées au nom de la « modernisation ». Voir Margaret Weir, « Ideas and the politics of bounded innovation », dans Sven Steinmo, Kathleen Thelen et Frank Longstreth (dir.), *Structuring politics. Historical institutionalism in comparative analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, pp. 188-216.

<sup>3</sup> Anthony Giddens, *Beyond Left and Right. The Future of radical Politics*, Cambridge, Polity Press, 1994

<sup>4</sup> C'est le titre d'un essai largement commenté dans la presse à sa sortie en 1996. Son auteur, l'homme politique conservateur et intellectuel David Willets, prétend y recenser les différentes influences des néo-travailleurs.

<sup>5</sup> En juillet 1996, le *Guardian* titre sur les « penseurs du nouveau travaillisme ». L'article est accompagné d'une photo sur laquelle posent des individus aux parcours et positionnements aussi différents que l'éditorialiste politique Will Hutton, « social-démocrate » revendiqué et auteur d'un *best seller* qui aurait influencé certains discours de Tony Blair, et le député Frank Field, spécialiste reconnu des questions sociales et défenseur d'un « socialisme chrétien ». Anthony Giddens use par ailleurs régulièrement dans ses essais de l'idée de « *third way thinkers* ».

littérature grise, tribunes, *pamphlets* et communications en tout genre ont ainsi contribué à objectiver cet univers et à en souligner la forte connexité<sup>6</sup>.

La présente contribution se propose donc de revenir sur les conditions d'émergence et de consolidation de cet espace de théorisation. On cherchera à comprendre comment cet univers a *pris* puis fonctionné, et à déterminer de quelle manière des échanges et des transactions se sont, en son sein, organisés entre différents groupes localisés dans des mondes voisins mais distincts.

### **DOMINER LE MARCHE DES IDEES ?**

L'espace de théorisation de la Troisième Voie n'apparaît pas *ex nihilo*, lorsque la montée en puissance des dirigeants « modernisateurs » au sein du *Labour* aboutit, en 1994, à l'élection de Tony Blair au poste de *leader*. Affirmer cela n'implique cependant pas la reconstitution d'une histoire rectiligne, censée tout dire de l'émergence et de la consolidation de cet espace sur le mode du « Ce qui devait arriver finit par arriver »<sup>7</sup>. Il est néanmoins possible de revenir sur ce qui a *précédé* et de chercher à avancer une *explication* si l'on ne prétend pas à autre chose qu'au récit des « antécédents »<sup>8</sup>. Et l'on ne comprend en effet réellement ce qui se joue dans cet espace (en termes de « coups », de prises de positions, etc.) que si on l'appréhende dans un cadre plus large, celui de cette configuration de la « refondation de la gauche » dont l'existence est attestée dès les années 1980. À partir du milieu de cette décennie, et plus encore après la défaite électorale de 1987, certains groupes dirigeants du Parti travailliste se retrouvent ainsi autour d'un même constat aux forts accents gramsciens : le succès, tant politique qu'électoral, du Parti conservateur serait lié au fait que ses *leaders* ont su diffuser

---

<sup>6</sup> Pierre Merklé, *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2004, p. 77.

<sup>7</sup> Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 1996 (1<sup>e</sup> édition : 1971), p. 145.

<sup>8</sup> Les « causes » de l'apparition de l'espace de théorisation sont alors simplement les événements qui ont précédé cette même apparition, « [...] exactement comme les causes de ce qui se passe à l'acte IV d'*Antoine et Cléopâtre* sont ce qui s'est passé pendant les trois premiers actes » (Paul Veyne, *Comment on écrit...*, *op. cit.*, p. 127 et 128).

leurs valeurs et leurs croyances dans la société britannique et fixer ainsi les termes du débat public. Cette quasi *hégémonie culturelle* aurait été permise par la mise en place de politiques d'accession à la propriété ou à l'actionnariat, des politiques dont l'un des principaux effets résiderait dans l'imposition d'un seul modèle social légitime dans l'espace public : celui que résumerait le triptyque « consommateur – propriétaire – entrepreneur ». Elle aurait également été rendue possible par l'activité d'une nébuleuse d'intellectuels, d'éditorialistes et de *think tanks*, sur le marché des idées britannique. Toute prétention à gouverner passerait par conséquent par une victoire préalable sur ce même marché.

Formulée par l'universitaire Stuart Hall dès 1979 dans les pages de *Marxism Today*, cette thèse s'impose progressivement, lors de la décennie suivante, parmi les explications jugées les plus convaincantes du cycle de défaites électorales frappant la gauche britannique. Elle transparaît ainsi dans différentes interventions publiques de ceux que l'on appellera bientôt les « modernisateurs » et dont certains collaborent alors à la revue devenue magazine mensuel en 1986. La prise en compte de cette thèse peut, par exemple, éclairer en partie la proposition avancée par Peter Mandelson, directeur de la communication du *Labour* dès la fin des années 1980, de rallier un organe de presse à la cause du parti ; une proposition que concrétisent *a priori* les rapprochements observables avec le *New Statesman & Society*, cet hebdomadaire dont les pages accueillent régulièrement les principaux représentants des groupes « modernisateurs » à partir du début des années 1990. C'est également dans cette perspective que peut être appréciée la création, en 1988, de l'Institute for Public Policy Research (IPPR), un *think tank* « indépendant » mais notoirement proche du Parti travailliste et explicitement pensé par ses fondateurs comme le pendant « de gauche » de l'Adam Smith Institute et de l'Institute of Economic Affairs.

Ces initiatives parmi d'autres ne tardent pas à être présentées et interprétées comme les signes d'un (ré)engagement de la « gauche de gouvernement » sur le marché des idées. Cette représentation gagne progressivement en épaisseur à partir du début des années 1990 et se voit confortée par le discours de certains dirigeants. Y sont ainsi de plus en plus souvent évoquées, à partir de 1993-1994, les nécessités de « gagner la bataille des idées », de « changer le climat intellectuel » et, surtout, de « renouer avec le monde des idées ». Devenu chef de l'opposition, Tony Blair, pour ne citer que lui, n'a en effet de cesse, durant les mois et

les années qui suivent la prise de pouvoir des « modernisateurs » au sein du parti, d'en appeler à la constitution d'une « nouvelle coalition » entre les « intellectuels » et une organisation partisane ayant de nouveau vocation à gouverner<sup>9</sup>.

La perception d'une relation privilégiée entre intellectuels « progressistes » et travaillistes semble historiquement fondée. D'autant plus marquée par la proximité à partir des années 1930 que le Parti libéral, longtemps refuge d'une « aristocratie intellectuelle »<sup>10</sup> britannique, entame alors un déclin électoral et tend à se rapprocher des *tories*, elle n'en a pas moins connu de sévères remises en question et ambivalences tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Si nombre d'intellectuels, notamment des universitaires, ont pu revendiquer une influence sur certains positionnements du Parti travailliste jusque dans les années 1960, *via* leur participation à différentes commissions internes de réflexion programmatique, il en va différemment à partir de la décennie suivante. Ces instances glissent en effet de la fonction de « conseil » à celle de simple « consultation »<sup>11</sup>. Parallèlement, les affrontements entre la « gauche » et la « droite » du Parti (qui se soldent, entre autres, par une dissidence au début des années 1980) vont renforcer la prise de distance des intellectuels « progressistes » à l'égard des travaillistes.

C'est par conséquent avec ce qui peut être donné à voir comme une tradition que Tony Blair affirme vouloir renouer lorsqu'il évoque la nécessité pour son parti de rétablir un lien entre « les idées des universitaires, penseurs et intellectuels » et « ce que le *Labour* est en train de faire »<sup>12</sup>. Il entend que la réflexion sur la refonte programmatique travailliste déborde le simple cadre de l'organisation partisane et soit ainsi *externalisée*, dans un contexte par ailleurs marqué par un déclin des départements « Recherche » des trois principaux partis depuis le

---

<sup>9</sup> Tony Blair, « My Vision for Britain », dans Giles Radice (ed.), *What Needs to Change. New Visions for Britain*, London, Harper Collins, 1996, p. 16.

<sup>10</sup> Noel Annan, « The intellectual Aristocracy », in John H. Plumb (dir.), *Studies in social History: A Tribute to G. M. Trevelyan*, Londres, Longmans, Green & Co, 1955, pp. 241-287.

<sup>11</sup> Sur les relations contrastées et changeantes entretenues par les pôles « progressistes » du champ intellectuel et le Parti travailliste au cours du XX<sup>e</sup> siècle, voir notamment Radhika Desai, *Intellectuals and Socialism. 'Social Democrats' and the British Labour Party*, London, Lawrence & Wishart, 1994, et Bernard Crick, « Intellectuals and the British Labour Party », *Revue française de Civilisation britannique*, 1986, vol. 4, n° 1, pp. 7-23.

<sup>12</sup> Tony Blair, « My Vision for... », *op. cit.*, p. 16.

début des années 1980<sup>13</sup>. Ces prises de positions répétées s'accompagnent en outre, entre 1994 et 1997, de rencontres entre dirigeants travaillistes et acteurs du « monde des idées ». Celles-ci apparaissent alors comme autant d'occasions qui, pas moins que ces « causes profondes »<sup>14</sup> que seraient le poids des défaites électorales ou la marginalisation des idées et valeurs « de gauche », aident à expliquer comment le débat prend. En effet, les signaux envoyés par les « modernisateurs » ne manquent pas d'être perçus par certains comme les signes d'un renouvellement de la relation entre intellectuels et Labour. Plus encore, tout se passe comme si, à partir de 1994, divers groupes et individus au sein du champ intellectuel *investissaient* (au double sens du terme) les dirigeants « modernisateurs », en les *consacrant* comme interlocuteurs dans le monde politique et en semblant *miser* sur eux<sup>15</sup>.

C'est dans cette perspective que peut être apprécié, à la même époque, l'engagement public de plusieurs universitaires de renom dans les médias<sup>16</sup>. Ils détiennent, le plus souvent, un fort capital symbolique institutionnel<sup>17</sup>, lié aux positions qu'ils occupent dans les sphères académiques nationale et internationale<sup>18</sup>, mais sont également, pour un grand nombre d'entre

---

<sup>13</sup> Des premiers signes d'externalisation sont observables bien avant l'arrivée des « modernisateurs » à la tête du Parti. En 1992, le *leader* John Smith confie ainsi à l'Institute for public policy research le soin d'accueillir dans ses murs une commission « indépendante » en charge de réfléchir à une formulation renouvelée de la justice sociale.

<sup>14</sup> Pour reprendre les termes mêmes de Paul Veyne, on peut en effet considérer que les « causes profondes décident de ce qui arrive, si cela arrive, et les causes superficielles décident que cela arrivera ou non » (Paul Veyne, *Comment on écrit..., op. cit.*, p. 143).

<sup>15</sup> Que l'on pense, entre autres, à Stuart Hall faisant de Tony Blair le « candidat de *Marxism today* » à la tête du Parti, en 1994. Que l'on pense, également, au politiste Geoff Andrews estimant, en 1996, que l'intérêt des néo-travaillistes pour « les idées » confirme que, « pour la première fois depuis cinquante ans, le *Labour* cherche à conférer un rôle dynamique et inclusif aux intellectuels » (voir « A swing to the Bright », *Times Higher Education*, le 16 août 1996).

<sup>16</sup> Qu'il s'agisse de David Marquand, recteur du Mansfield College, ou John Gray, professeur de philosophie à Cambridge, qui livrent ainsi des analyses très favorables des évolutions du *Labour* après l'arrivée de T. Blair à sa tête. Qu'il s'agisse également d'Anthony Giddens ou de Quentin Skinner, auteurs d'une tribune appelant à voter pour les néo-travaillistes à la veille de l'élection de 1997. Qu'il s'agisse, enfin, du philosophe Alan Ryan, *warden* du New College d'Oxford, cherchant, dans les pages du *New Statesman*, à rattacher les prétentions du New Labour à l'héritage du socialisme libéral du début du XX<sup>e</sup> siècle et de ses éminents penseurs (Hobhouse, Hobson, Green).

<sup>17</sup> Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 176-177, mars 2009, p. 11.

<sup>18</sup> Anthony Giddens est, par exemple, doyen de la faculté de sociologie de Cambridge avant de prendre la tête de la London School of Economics, David Marquand est recteur du Mansfield College (Oxford), John Gray est

eux, dotés d'un certain capital de reconnaissance<sup>19</sup> résultant d'interventions préalables dans le débat public. Ils paraissent par conséquent se situer aux antipodes de la figure d'hérétique souvent accolée – parfois hâtivement<sup>20</sup> – aux intellectuels mobilisés dans les années 1980 autour du projet politique conservateur. À ces engagements intellectuels s'ajoutent également des phénomènes d'enrôlement, observables notamment dans la construction des discours de dirigeants du *New Labour*. La multiplication de références aux travaux d'universitaires, le réemploi dans la rhétorique néo-travailliste de certains concepts issus des sciences humaines et sociales, peuvent, il est vrai, être autant de moyens de légitimer la Troisième Voie en lui attribuant des fondements théoriques. De manière très concrète, c'est par exemple cette logique qui semble guider l'intervention de Charles Leadbeater, conseiller de Peter Mandelson puis de Tony Blair, dans les pages du *New Statesman* en octobre 1996. Constatant la présence récurrente de l'idée de « société décente » dans les discours de Tony Blair, mais également sa faible conceptualisation, l'ancien journaliste propose de lier cette idée aux écrits de l'universitaire israélien Avishai Margalit, auteur de *The Decent Society*. Ce recrutement symbolique, qui concernera également le philosophe Michael Walzer (entres autres), permet, au-delà de la captation d'idées, d'affirmer que les débats caractérisant l'espace de théorisation ne fonctionnent pas en vase clos : ils recourent les grandes problématiques et les grands enjeux de ce qui constituerait un éventuel débat politico-intellectuel transnational<sup>21</sup>. Aussi le sociologue Anthony Giddens peut-il légitimement, dans les pages de *The Third Way and its Critics* qu'il consacre à la question des inégalités, intégrer la pensée du Prix Nobel Amartya Sen dans le travail de codification de la Troisième Voie<sup>22</sup>, rappelant par la même occasion - et par un simple effet de miroir - sa propre condition d'universitaire internationalement reconnu.

---

professeur de philosophie à Cambridge avant de devenir le titulaire de la chaire de « Pensée européenne » de la LSE, etc.

<sup>19</sup> Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention ... », *op. cit.*

<sup>20</sup> Difficile en effet de souscrire à l'emploi systématique de cette catégorie dès lors que l'on prend en compte, entre autres, l'investissement dans les cercles « thatchériens » de l'économiste Alan Walter, professeur à la London School of Economics avant de rejoindre la Johns Hopkins University.

<sup>21</sup> Cette stratégie peut cependant connaître des échecs. Ainsi, le sociologue Richard Sennett nie-t-il à Tony Blair le droit d'évoquer dans ses discours la « culture du respect » que l'universitaire a conceptualisée (Richard Sennett, « What our grannies taught us », *The Guardian*, 19 May 2005).

<sup>22</sup> Anthony Giddens, *The Third Way and its Critics*, Cambridge, Polity Press, 2000, pp. 87-88 et 130.



La mobilisation qui prend ainsi corps durant la première moitié de la décennie 1990 ne doit cependant pas donner lieu à une lecture qui en ferait le produit d'une seule et même stratégie partagée par un seul et même ensemble de groupes. Ce n'est certainement qu'un aspect de cette mobilisation où s'agrègent, plus globalement, des intérêts, des logiques et des tactiques différenciés. Comme semblent le reconnaître certains d'entre eux, dont le Professeur Anthony Giddens, il peut s'agir, pour certains universitaires, d'accentuer également une démarche préalablement engagée de diffusion de leur travail scientifique hors de l'espace académique. Cette démarche peut par ailleurs être rattachée à une stratégie plus globale d'accès ou de maintien dans « l'espace de l'attention intellectuelle »<sup>23</sup>. D'autres peuvent trouver dans ces interactions entre champs politique et universitaire, le canal d'expression d'un certain « militantisme scientifique »<sup>24</sup>. Le phénomène n'est en soi pas nouveau et a déjà pu être observé sous les gouvernements Thatcher. Il se trouve conforté dès la seconde partie de la décennie suivante, comme en atteste la circulation presque institutionnalisée de certains groupes issus du champ intellectuel ou de l'espace des *think tanks* dans les sphères administratives et gouvernementales<sup>25</sup>.

Enfin, de manière peut-être plus générale, l'inscription dans le débat sur la Troisième Voie de certains intellectuels « de gauche » peut, en toute hypothèse, être mise en relation avec la domination exercée jusqu'alors dans le « débat politique » par certains de leurs homologues « néolibéraux ». Pour le dire autrement, elle offre les conditions d'un renversement du rapport de forces qui caractérise la partie du champ intellectuel la plus ouverte sur ce même débat à partir du début des années 1980. Cette logique éclaire en grande partie le positionnement des collaborateurs de *Soundings*, cette revue créée en 1995 par quelques intellectuels « critiques » rassemblés autour de Stuart Hall, pionnier des *british cultural studies* et figure de proue de l'opposition intellectuelle au thatchérisme dès 1979. Ce groupe perçoit en effet dans la naissance du New Labour l'aboutissement de son propre investissement dans *New Times*, le projet de « rénovation » de la gauche lancé par la revue *Marxism Today* quelques années

---

<sup>23</sup> Randall Collins, *The Sociology of philosophies. A global theory of intellectual change*, Harvard, Harvard University Press, 2000 (première édition : 1976).

<sup>24</sup> Sur cette notion, voir notamment Olivier Ihl (dir.), *Les « sciences » de l'action publique*, Grenoble, PUG, 2006.

<sup>25</sup> Voir Jérôme Tournadre-Plancq, « L'heure du choix. Personnalisation et compétition dans l'État social britannique », *Raisons politiques*, n° 37, mars 2010.

auparavant. Vraisemblablement sensibles à la « fenêtre d'opportunité » que semblent ouvrir les nouveaux dirigeants travaillistes<sup>26</sup>, ces intellectuels affirment, dès le premier numéro de *Soundings*, leur volonté d'assigner à la revue un rôle moteur dans le débat politico-intellectuel alors en cours de (re)constitution<sup>27</sup>. Si les mois qui suivent sont marqués par la perte d'une « opportunité historique »<sup>28</sup> de produire un projet « de gauche » aussi radical que le projet thatchérien, les rédacteurs de la revue ne voient cependant pas d'autres possibilités que d'espérer une victoire du « nouveau » Parti travailliste. Après mai 1997, la revendication par *Soundings* d'une place prépondérante dans le débat public des idées se fondera surtout sur le « rappel » récurrent des « emprunts » de la Troisième Voie au projet *New Times*<sup>29</sup>.

## LES DIFFERENTS POLES DE L'ESPACE

Il ne s'agit pas dans les paragraphes qui suivent d'établir une sorte de catalogue des groupes et institutions qui peuplent et donnent consistance à l'ETTV. L'enjeu n'est pas non plus de chercher à leur assigner une *fonction* au sein de ce même espace. Les énumérer, les nommer et les isoler les uns des autres doit avant tout conduire à mettre l'accent sur la diversité caractérisant tant leur manière de se positionner que les logiques éclairant en partie ces positionnements dans l'espace. De telles informations peuvent notamment aider à comprendre dans quelle mesure cet espace *tient* en partie sur la rencontre de ces logiques.

---

<sup>26</sup> Sur l'idée même d'une influence des « opportunités politiques » sur les positionnements au sein du champ intellectuel, voir Randall Collins, *The Sociology of philosophies...*, *op. cit.*

<sup>27</sup> En quatrième de couverture du premier numéro, publié à l'automne 1995, la revue est présentée comme devant « fournir une direction et une profondeur aux débats politiques, culturels et économiques britanniques ».

<sup>28</sup> Stuart Hall et Doreen Massey, « Questions which remains », *Soundings*, n° 5, printemps 1997, p. 7.

<sup>29</sup> Michael Rustin révèle, dans un éditorial ouvrant le numéro du printemps 1999, l'« amertume » des anciens membres de *Marxism Today*, convaincus d'avoir posé les jalons de la Troisième Voie, mais conscients de ne pas pouvoir intervenir directement sur son contenu. Le co-rédacteur de *Soundings*, issu de la *New Left*, affirme pourtant la volonté de la revue de « continuer à proposer de nouveaux espaces de discussion, en se focalisant sur la Troisième Voie » (Michael Rustin, « A Third Way with Teeth », *Soundings*, n° 11, Spring 1999, p. 12).

On ne peut, tout d'abord, ignorer le rôle pris par certains *think tanks* dans la constitution puis la *visibilisation* de l'ETTV. D'une manière plus générale, l'influence attribuée à ces structures, véritables « raffineurs, emballeurs et distributeurs d'idées »<sup>30</sup>, et l'intérêt que leur prêtent nombre d'acteurs du jeu politique ne sont *a priori* pas sans fondements. Ils rendent en effet compte de la place et du rôle attribués, au moins depuis le début des années 1980, à la production de ce type d'expertise – la « pensée *tank* » - sur la structure du débat public<sup>31</sup> ; un débat public dans lequel les *think tanks* s'attellent à « tester » des idées dont certaines seront éventuellement captées par les *policy-makers*. Certains de ces organismes vont, dès le milieu des années 1990, assumer les rôles d'acteurs et de supports de la théorisation de la Troisième Voie. Supports, les *think tanks* le sont notamment par le biais des possibilités de « traduction » de savoirs académiques qu'ils offrent à certains universitaires investis dans le débat. C'est une situation que connaissent, par exemple, quelques uns des écrits du philosophe John Gray consacrés à la « pensée politique dans la modernité avancée » que publient les *think tanks* Demos et Social Market Foundation. De même, l'économiste Julian Le Grand trouve-t-il dans les productions éditoriales de la Fabian Society (*think tank* « historique » de la gauche britannique) ou de Policy Exchange (réputé proche des « nouveaux » conservateurs de David Cameron) un moyen d'adapter certains de ses travaux antérieurs sur l'accumulation du patrimoine ou la diffusion du choix dans les services publics à un format susceptible de connaître une certaine postérité dans l'espace public et, plus encore, dans la sphère gouvernementale.

Acteurs des débats, les *think tanks* le sont également lorsqu'ils font de la « Troisième Voie » un objet en soi de leurs programmes de travail, lorsqu'ils avancent certaines propositions, en trient et en traduisent d'autres pour mieux dessiner les contours d'un « agenda maximal »<sup>32</sup>, ou encore, lorsqu'ils organisent et accueillent certains événements (colloques, séminaires,

---

<sup>30</sup> Diane Stone, *Capturing the political imagination. Think tanks and the policy process*, Londres, Frank Cass, 1996, p. 143.

<sup>31</sup> Sur la situation nord-américaine, souvent présentée comme un « modèle », voir Thomas Medvetz, « Les *think tanks* aux États-Unis. L'émergence d'un sous-espace de production des savoirs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 176-177, mars 2009, pp. 82-93.

<sup>32</sup> Sur un travail d'importation et de formulation d'un dispositif de politiques publiques notamment consenti par des *think tanks*, voir le cas du Child Trust Fund : Jérôme Tournadre-Plancq, « “Une cuillère en argent pour tout le monde.” L'Asset-based Welfare : diffusion, usages et appropriations d'une “nouvelle” théorie de l'État social », *Revue française de science politique*, août 2009, vol. 59, n° 4, pp. 633-653.

*lectures*, etc.) où se côtoient personnel politique (travailliste, mais également conservateur et libéral-démocrate), fonctionnaires, chercheurs, journalistes et experts divers. C'est d'ailleurs très souvent dans de tels contextes, où les *think tanks* se laissent observer en véritables « lieux neutres »<sup>33</sup>, que sont prononcés les discours politiques voulus et perçus comme posant les fondations « théoriques » du projet politique néo-travailliste : Tony Blair présente ainsi sa conception du « *social-ism* » dans les murs de la Fabian Society, en 1994 ; quelques mois plus tard, Jack Straw, futur ministre de l'Intérieur, pourfend pour sa part les « droits-exempts-de-devoirs » (*dutiless rights*) dans le cadre d'une conférence organisée par Nexus et précise par là même le « Pas de droits sans responsabilité » qui servira de boussole à certaines réformes du *welfare* ; au début des années 2000, c'est devant un auditoire réuni à la Social Market Foundation que Alan Milburn, ministre de la Santé, trace quant à lui les grandes lignes de « l'agenda du choix » censé porter la « rénovation » des services publics ; etc.

Cette proximité de nombre de *think tanks* avec les cercles « modernisateurs » et certaines zones du champ du pouvoir politique et administratif britannique après 1997, est particulièrement bien restituée par l'étude, même rapide, des trajectoires de certains individus, successivement chercheurs dans ces institutions puis conseillers de dirigeants travaillistes avant de circuler dans la sphère gouvernementale (Policy unit, strategy unit, cabinets ministériels, commissions, etc.) voire, pour quelques uns, d'intégrer le personnel politique. Ces personnages partagent souvent un même profil et donne consistance à une certaine « unité de génération »<sup>34</sup>. Ce sont pour la plupart de jeunes hommes, trentenaires au milieu des années 1990, qui occupent alors des positions de conseillers des Blair, Brown ou Blunkett, et sont souvent issus de la « filière Oxbridge » (Oxford et Cambridge) et/ou ont eu l'opportunité de fréquenter les établissements de l'Ivy League, aux États-Unis (notamment la Kennedy School of Government à Harvard), avant de connaître un début de carrière dans le monde académique ou celui du journalisme (parfois les deux). Persuadés que toute prétention à gouverner passe désormais par le soutien des « classes moyennes », ils sont peu - voire pas - familiers de ces instances et foyers de socialisation travailliste qu'ont pu être les syndicats ou

---

<sup>33</sup> Pour une définition (dont une première version avait été donnée dans Pierre Bourdieu et Luc Boltanski, « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n° 2, 1976, p. 59), voir Luc Boltanski, *Rendre la réalité inacceptable*, Paris, Demopolis, 2008, pp. 59-60.

<sup>34</sup> Au sens que Karl Mannheim donne à ce concept dans *Le problème des générations*, Paris, Nathan, coll. « Essais et recherches », 1990 (édition originale : 1928), p. 60.

les mouvements sociaux. Ils vont surtout, au cours des années 1990, être très présents dans ces laboratoires de la Troisième Voie que sont les *think tanks* IPPR, Demos, le John Smith Institute ou le New Local Government Network.

C'est par exemple le cas de David Miliband, né en 1965. Diplômé d'Oxford avant de rejoindre Harvard, David Miliband intègre l'Institute for Public Policy Research (IPPR) dès la fin des années 1980. Il y travaille notamment sous la direction de Patricia Hewitt, ancienne collaboratrice de Neil Kinnock et future ministre des gouvernements Blair. En 1992, David Miliband devient secrétaire de la Commission sur la Justice Sociale que lance le Labour sous les auspices du *think tank*. Il quitte l'IPPR deux ans plus tard afin de rejoindre le cercle de conseillers de Tony Blair, nouveau *leader* du Parti travailliste, et contribue activement à l'incorporation de concepts issus des sciences sociales dans le discours de celui-ci. Il en va ainsi du « capital social », emprunté au sociologue Robert Putnam, ou de la « confiance » (*trust*), extraite des écrits de Francis Fukuyama. Fils d'un éminent intellectuel marxiste (Ralph Miliband), David Miliband est de ceux qui, dès la première moitié des années 1990, tentent d'établir un contact entre le *New Labour* et le « monde des idées ». Il est ainsi à l'origine, en septembre 1993, de la réunion de personnalités politiques (Michel Rocard, Gordon Brown, Margaret Hodge), d'universitaires (Anthony Giddens, Frances Fox Piven, David Held, Raymond Plant, etc.) et d'intellectuels établis (Perry Anderson, ancien responsable de la *New Left Review*, Robert Kuttner, rédacteur de *American Prospect*, etc.) autour d'un thème pour le moins ambitieux : « réinventer la gauche ». C'est aussi lui qui, au printemps 1996, assure la rencontre entre Tony Blair et plusieurs dizaines d'universitaires au King's College de Londres. Membre de la *Policy Unit* du 10 *Downing Street* après mai 1997 (alors que son frère, Ed, s'affirme comme un proche conseiller de Gordon Brown), David Miliband est également l'un des initiateurs du *think tank* « virtuel » Nexus, dont la mission est, par le biais d'un forum électronique ouvert aux universitaires et chercheurs, de réfléchir au contenu de la Troisième Voie. Il sera par la suite élu à la Chambre des Communes et intégrera le gouvernement. Presque enchantée, la trajectoire de David Miliband est pourtant loin d'être isolée, comme le démontrerait l'analyse détaillée des parcours d'autres figures des élites néotravailleuses, qu'il s'agisse de Geoff Mulgan, Ed Balls, Ed Miliband (frère cadet de David), Matthew Taylor, Dan Corry ou encore James Purnell.

## À LA CROISEE DES MONDES

Les passerelles entre les porte-parole « politiques » de la Troisième Voie et des groupes positionnés dans d'autres espaces peuvent également prendre corps dans ces lieux que l'on pourrait qualifier de *transfrontaliers* en raison de leur localisation aux interfaces des mondes politique et intellectuelo-universitaire. La *London School of Economics*, dont Anthony Giddens prend la direction en 1997, en offre une assez bonne illustration. Si différents moments de son histoire la révèlent dans cette situation d'interface, le mouvement semble s'accroître sous la présidence du sociologue (1997-2003), dont l'un des objectifs avoués est en effet d'engager l'école dans un « troisième âge d'or » en l'impliquant dans la théorisation de la Troisième Voie<sup>35</sup> et en la rétablissant dans son rôle de « pont entre Westminster, la *City* et les intellectuels »<sup>36</sup>. Au-delà de la composition de son conseil d'administration à la fin des années 1990, qui rend alors compte d'une forte présence de proches des gouvernements néo-travaillistes, la place de la LSE dans le débat sur la Troisième Voie se construit principalement dans les prises de positions de nombre de ses enseignants et dans les missions d'expertises qu'ils remplissent auprès du gouvernement travailliste ou de son administration, mais également dans les axes de recherche privilégiés par quelques uns de ses laboratoires les plus en vue. À titre d'exemple, les conclusions du Centre for Analysis of Social Exclusion (CASE), ce laboratoire que dirigent Julian Le Grand et John Hills et dont le nom saisit à la fois l'air du temps des recherches en sciences sociales et le cœur du discours néo-travailliste, sont régulièrement reprises au sein de la sphère gouvernementale. Le laboratoire est d'ailleurs inauguré, en 1998, en présence d'Harriet Harman, alors ministre de la Sécurité sociale.

Les maisons d'éditions<sup>37</sup> mais surtout les revues intellectuelles occupent également une place importante dans le dispositif, leurs seuls choix éditoriaux rendant encore plus tangible le

---

<sup>35</sup> « Entretien avec Anthony Giddens », *Sciences humaines*, n° 84, juin 1998, p. 41.

<sup>36</sup> Anthony Giddens, cité dans Robert S. Boynton, « The two Tonys », *The New Yorker*, 6 octobre 1997, p. 69.

<sup>37</sup> Que l'on pense, notamment, à Polity Press, co-fondée par Anthony Giddens, ou à Lawrence & Wishart, qui cultive l'image d'éditeur historiquement engagé « à gauche ».

« débat ». C'est le cas, pour les secondes, de la *New Left Review* ou, plus encore, de *The Political Quarterly*, titre ancré « à gauche » depuis sa création dans les années 1930 et dont le comité de rédaction est, au cours des années 1990 et au début de la décennie suivante, massivement peuplé par des individus impliqués ou intéressés par l'entreprise de « rénovation » du progressisme. Dans une logique pouvant relever de la « structuration du pensable » car consistant à sélectionner les intervenants et les contenus<sup>38</sup>, la rédaction cherche à faire émerger certaines idées ou propositions *a priori* plus robustes sur un plan conceptuel et théorique que la production d'expertise des *think tanks*. C'est par exemple dans les pages de *The Political Quarterly* que s'élabore, à la fin des années 1990, tout un argumentaire philosophico-pratique sur la « nécessité » de pacifier les rapports entre la gauche et la propriété privée.

Enfin, ce rapide inventaire des différents pôles et points de structuration de l'espace de théorisation serait incomplet s'il ne faisait pas mention de *The New Statesman*. L'hebdomadaire s'affirme en effet très rapidement en lieu de convergence des différents réseaux innervant l'ETTV. L'agrégation des prises de position et contributions abritées par le *New Statesman* fait plus généralement de ce dernier un support de visibilité dans l'espace de théorisation aux yeux des acteurs de cet espace et, plus généralement, de ceux qui évoluent dans les champs politique, intellectuel et journalistique. En outre, au-delà de l'intérêt que représente la Troisième Voie pour un magazine revendiquant sa sensibilité à l'air du temps intellectuel et, plus encore, sa centralité dans l'animation du débat d'idées, les présences au sein de la rédaction de journalistes réputés proches des « modernisateurs », comme Ian Hargreaves<sup>39</sup> ou John Lloyd<sup>40</sup>, renforcent cette perception.

---

<sup>38</sup> Louis Pinto, « Tel quel. Au sujet des intellectuels de parodie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 89, 1991, p. 66-77..

<sup>39</sup> Rédacteur-en-chef de l'hebdomadaire, Ian Hargreaves est également le co-directeur, en 1998, d'un ouvrage publié par *Demos* et faisant de la Troisième Voie la « politique de demain ». On y retrouve les signatures de *thirdwayers* confirmés tels que Charles Leadbeater, Anthony Giddens, Tom Bentley ou Mark Leonard : Ian Hargreaves et Ian Christie (eds.), *Tomorrow's Politics. The Third Way and Beyond*, Londres, Demos, 1998.

<sup>40</sup> Proche de Tony Blair depuis le début des années 1980, le journaliste John Lloyd est l'auteur, en 2001, d'un opuscule publié par *Demos* et consacré aux rapports entre la social-démocratie et le mouvement « anti-globalisation » : John Lloyd, *The Protest Ethic. How the anti-globalisation movement challenges social democracy*, London, Demos, 2001.

Le *New Statesman* contribue aussi à rendre tangible l'espace de théorisation. La rédaction du magazine s'attelle en effet à de nombreuses reprises, essentiellement entre 1995 et 1998, à identifier les « penseurs de la Troisième Voie ». Le dossier principal du numéro publié le 7 février 1997 se propose ainsi de répondre à une question jugée cruciale : « Qui est le vrai gourou ? ». Un dessin représentant les ouvrages d'Anthony Giddens (*Beyond Left and Right*), du communautarien Amitai Etzioni (*The Spirit of Community*), du philosophe David Selbourne (*The Principle of Duty*), ou encore, les mémoires de Margaret Thatcher (*The Downing Street Years*) orne la couverture. Cet exemple, parmi d'autres, aide à saisir la représentation qui s'impose dans la seconde moitié des années 1990 : celle d'une Troisième Voie en doctrine constituée, disposant de fondations théoriques et mobilisant la pensée d'individus clairement identifiables. Présente dans le champ journalistique, cette représentation est également interrogée et, dans une certaine mesure, certifiée par la réalisation de nombreux travaux académiques pointant à la même époque l'existence d'une « idéologie du New Labour »<sup>41</sup>.

## UNE SEULE VOIX ?

Au-delà des différents réseaux qui le structurent, l'une des principales caractéristiques de l'espace de théorisation réside certainement dans la relative « clôture du langage »<sup>42</sup> qui s'y manifeste. Il ne s'agit pas ici d'homogénéiser les prises de positions en les rapportant à un même « courant d'idées », sans considération pour la variété des étiquettes politiques brandies au sein de l'espace (« sociaux-démocrates », « sociaux-libéraux », « socialistes chrétiens », « socialistes éthiques » et autres « libéraux communautariens » ou « post-libéraux »). Pourtant, par-delà cette différenciation « idéologique » régulièrement rappelée et actualisée dans le cadre des luttes autour des définitions de notions clefs de ce qui est donné à voir comme le *corpus* doctrinal de la Troisième Voie, un *sens commun* tend à s'affirmer. S'il

---

<sup>41</sup> Voir, parmi la multitude de livres et d'articles, les travaux de Michael Freedman, notamment « The ideology of New Labour », *The Political Quarterly*, vol. 70, 1999, pp. 42-51, ou encore Mark Bevir, « New Labour : A study in Ideology », *British Journal of Politics and International Relations*, vol. 2, 2000, pp. 277-301.

<sup>42</sup> Christian Topalov, « Le champ... », *op. cit.*, p. 462.



caractérise des individus et des groupes très différents, et parfois dans des acceptions opposées, il n'en fournit pas moins les éléments d'un discours légitime au sein de l'espace. Il s'appuie sur quelques présupposés anthropologiques, notamment sur ceux qui fondent en partie la description de ce « nouvel individualisme » autour duquel se rassemblent l'essentiel des entrepreneurs de la Troisième Voie. Présenté comme différent de l'« individualisme de marché » prôné par les groupes « néolibéraux » du Parti conservateur, ce nouvel individualisme avalise en effet une même conception de l'être contemporain : celle d'un individu autonome, réflexif et réclamant par conséquent les moyens de produire sa propre « biographie »<sup>43</sup>. Cette analyse traverse ainsi les tribunes sur la « modernité avancée » que Anthony Giddens publie dès 1993 dans le *New Statesman*, tout comme elle imprègne l'analyse que John Gray<sup>44</sup> livre régulièrement au *Guardian* au milieu des années 1990 et les diverses interventions dans lesquelles le sociologue Ulrich Beck (professeur invité à la LSE) ou Geoff Mulgan dissèquent la « société du risque » ou la « politique dans un âge apolitique ». Le « nouvel individualisme » a partie liée avec une remise en cause de nombre de repères, traditions et cadres collectifs, qui imposerait notamment de repenser la protection sociale sous l'angle de l'« investissement » et de la « responsabilisation » et non plus de la seule redistribution.

On peut évidemment trouver un certain air de famille entre l'individu ici décrit et certaines facettes de l'*homo œconomicus* servant de référence au New Public Management (NPM). Mais ces rapprochements ne disent finalement pas tout de ce qui investit le « nouvel individualisme ». On peut aussi y déceler la croyance en l'existence d'une vaste « classe moyenne », électoralement hégémonique et constituée d'individus auxquels les politiques thatchériennes en faveur de l'entrepreneuriat ou de la propriété auraient donné le même désir de consommation et de réalisation de soi et la même suspicion à l'égard de l'État social. De même, il n'est pas inutile d'appréhender ce « nouvel individualisme » à la lumière des analyses du « post-fordisme » et de la « pluralisation de la vie » qu'Eric Hobsbawm et Stuart

---

<sup>43</sup> Ulrich Beck, « The Reinvention of politics » dans Ulrich Beck, Anthony Giddens & Scott Lash, *Reflexive modernization*, Stanford, Stanford University Press, 1994, p. 13.

<sup>44</sup> Professeur de Philosophie à Oxford dans les années 1980 et spécialiste de l'œuvre d'Isaiah Berlin, John Gray se voit proposer la chaire de « Pensée européenne » à la London School of Economics au milieu des années 1990. Longtemps proche des conservateurs, il intègre le cercle des « penseurs » de la Troisième Voie à la même époque.

Hall, entre autres, livrent dans *Marxism Today* dans les années 1980. Cette mise en regard s'avère d'ailleurs d'autant moins incongrue que nombre d'individus (Charles Leadbeater ou Geoff Mulgan notamment) vont, après avoir pris activement part au projet *New Times* de l'ancienne revue du Parti communiste<sup>45</sup>, occuper des positions d'influence dans les cercles « modernisateurs » et opérer une forme de synthèse entre post-fordisme et NPM sous les premiers gouvernements néo-travailleurs<sup>46</sup>.

### **SE DISTINGUER, SE CONFRONTER**

Les pages qui précèdent ont essayé de mettre en lumière l'existence d'un espace structuré par des réseaux et peuplé de groupes et d'individus partageant la plupart du temps les mêmes catégories de pensée et parfois d'action. Mais dessiner les contours d'un espace et souligner la formation de réseaux ne constitue pas une fin en soi. Cela ne dit en effet pas grand-chose de ce qui s'y joue réellement et concrètement. Cette mise en évidence des réseaux peut en revanche être un outil pour mieux saisir la nature de certaines relations sociales. En d'autres termes, elle permet, dans le cas présent, de mettre au jour des luttes autour de la définition de certaines notions réputées centrales dans le corpus théorique de la Troisième Voie. Ce faisant, elle aide à comprendre que les idées ne sont pas des objets dont le contenu serait définitivement et unilatéralement arrêté. C'est dans cette optique que l'on peut considérer que la clôture du langage ou, plus généralement, l'affirmation d'un sens commun modernisateur n'entérine pas pour autant le rassemblement des groupes et individus qui peuplent l'espace de théorisation sous une même bannière. L'ETTV est en effet, et peut-être surtout, un espace d'écart, où il va s'agir de se distinguer. C'est par exemple ce que tend à confirmer la direction de l'IPPR lorsqu'elle décrit l'organisation comme le fer de lance d'un « libéralisme égalitaire », sensible à la place de l'individu dans une société pluraliste, la distinguant

---

<sup>45</sup> Sur la place des intellectuels au sein du Parti communiste de Grande-Bretagne, et notamment sur le courant « réaliste » qu'incarnerait notamment Eric Hobsbawm : Frédérique Matonti, « Francs-tireurs ou partisans : les historiens communistes français et britanniques », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 53-4 bis, supplément 2006, pp. 80-87.

<sup>46</sup> On pourra, pour s'en convaincre, lire les différents documents publiés par la strategy unit du Premier ministre Blair, cellule mise en place par Geoff Mulgan.

explicitement d'une pensée « communautarienne » en grande partie importée par *l'autre* principal *think tank* de la Troisième Voie, Demos<sup>47</sup>.

Ces rivalités et affrontements prennent aussi dans des actes de définition d'une notion ou d'une valeur présentées comme structurantes pour le nouveau projet politique. C'est notamment ce que l'on observe autour de l'idée de « communauté », omniprésente dans le discours des « modernisateurs » et opportunément opposable au désormais fameux « *There is no such thing as society* » asséné par Margaret Thatcher dans les années 1980. L'ETTV voit ainsi, durant la seconde moitié des années 1990, se multiplier les prises de position de différents groupes visant à définir ce qu'est la « communauté ». Certains entrepreneurs d'idées rassemblés sous le drapeau d'une pensée communautarienne importée des Etats-Unis vont, tout en marquant la spécificité de leur contribution, faire cause commune avec les partisans revendiqués d'un socialisme mutualiste, ou encore, d'un socialisme chrétien principalement emmené par le député Frank Field et redécouvert dans les années 1980 à la faveur de la « moralisation » de la question sociale<sup>48</sup>. Communautariens, socialistes chrétiens et autres socialistes éthiques se retrouvent dans la dénonciation d'une vision « individualiste » et « hédoniste » de la société britannique et *a contrario* dans la valorisation du sens du devoir et de la responsabilité individuelle au fondement de la communauté. Plus largement, la réunion de ces individus et institutions - autour d'une notion aux contours suffisamment flous pour autoriser ce type de convergence - se construit dans la critique d'une gauche « laxiste », dominante dans les années 1960-1970 et porteuse de ce « consensus libéral » régulièrement vilipendé par le Premier ministre Tony Blair. Ils se trouvent cependant en concurrence avec un troisième groupe, dont les principaux représentants, les universitaires Anthony Giddens ou John Gray, revendiquent un « post-traditionalisme » et, dans le cas du second, un positionnement « libéral-communautarien ».

---

<sup>47</sup> On peut plus spécifiquement lire ici les signes d'une concurrence autour du statut de « *leading think tank* », régulièrement revendiqué par ces organisations et tout aussi régulièrement attribué par les journalistes politiques les mieux établis ; un statut dont l'une des principales caractéristiques est de garantir une visibilité susceptible, notamment, de faciliter la recherche de nouveaux financements.

<sup>48</sup> Jérôme Tournadre-Plancq, « “Staying on benefits will no longer be an option.” Le New Labour et la “théorie de la dépendance sociale” », dans Antonin Cohen, Philippe Riutort et Bernard Lacroix, *Les Formes de l'activité politique*, Paris, PUF, 2006.

Preuve des logiques concurrentielles à l'œuvre ici mais également de l'influence de leur position de « théoriciens professionnels » dans l'ETTV, ces deux universitaires vont, tout en suggérant la « modernité » de leur conception de la communauté, mettre en avant le fait que leur propre définition est affranchie des passions partisans et des logiques politiciennes, à la différence de celles qu'en donnent « socialistes chrétiens » et « communautariens ». L'exercice prend ainsi le chemin d'une entreprise de disqualification. Anthony Giddens condamne, dans les pages de *The New Statesman* notamment, le « fondamentalisme moral » dont feraient preuve, au sein de la nébuleuse modernisatrice, les partisans zélés de la responsabilisation individuelle (laquelle s'exprime dans la conscience des devoirs que chacun aurait envers la communauté). À la même époque, le philosophe John Gray publie dans *Renewal*, la revue des « modernisateurs », un article dont le titre laisse peu de place à l'ambiguïté : « What community is not ». Il y dépeint une « pensée communautarienne » nord-américaine dont la transposition au Royaume-Uni serait « dangereuse », notamment parce qu'elle privilégierait la « régénération morale » aux dépens du pluralisme.

## CONCLUSION

Par sa seule existence, l'espace de théorisation de la Troisième Voie rend compte de la porosité presque institutionnalisée des frontières séparant certaines zones des univers politiques, intellectuels et médiatiques. Le phénomène n'est pas nouveau et n'est certainement pas propre à la Grande-Bretagne des années 1990-2000. Il pourrait, selon toute hypothèse, être observé à d'autres moments (comme l'ont montré certains travaux consacrés au système politique sous les gouvernements Thatcher) mais également dans d'autres contextes nationaux ; des contextes où des institutions comme les *think tanks*, notamment, jouent le rôle d'agents de liaison entre différents secteurs de ce que l'on pourrait appeler le champ du pouvoir. Une telle mise en relation aide à comprendre l'ampleur qu'a pu prendre le débat sur la Troisième Voie dans l'espace public britannique de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Le fait que celui-ci n'ait pas été confiné à un seul monde (politique, intellectuel, journalistique) et se soit construit sur la rencontre de différentes logiques a ainsi pu contribuer à solidifier la représentation de la Troisième Voie en « doctrine » structurée par des valeurs, des concepts, des idées.

L'espace de théorisation de la Troisième Voie est par ailleurs traversé par divers processus d'*unification*, dont quelques-uns ont pu aboutir aux « coalitions de discours »<sup>49</sup> qui se font jour entre des universitaires, des dirigeants politiques, des journalistes de renom et des « experts » écoutés. Il est dès lors possible, au moins sur ce point, de considérer que cet univers constitue, à l'instar du « champ réformateur » français de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle étudié par Christian Topalov, un « instrument de description d'une période »<sup>50</sup>. Il aide en effet à saisir des représentations, des croyances ou des manières de percevoir et de *dire* le monde social communes à de nombreux groupes inscrits dans les régions supérieures des champs politique, intellectuel et journalistique. Pour autant, la différenciation interne qui le caractérise - et qui s'exprime par exemple dans la multiplicité des groupes et surtout des luttes engagés en son sein - invite à ne pas en faire un espace seulement gouverné par l'homogénéité.

---

<sup>49</sup> Gerhard Lehbruch, « Les modèles de capitalisme allemand et japonais : une mise en perspective comparative et diachronique », dans Michel Lallement et Jan Spurk, *Stratégies de la comparaison internationale*, Paris, CNRS Éditions, coll. « CNRS Sociologie », 2003, p. 42.

<sup>50</sup> Christian Topalov, « Le champ réformateur, 1880-1994 : un modèle », dans Christian Topalov (dir.), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1999, p. 463.